

Pouvoir d'emprunt

voies du CN dans la région atlantique. Il sera trop tard lorsque l'électrification commencera dans l'Ouest ou le long du Golden Corridor. Il faut demander immédiatement au CN d'améliorer ses voies dans la région atlantique et l'électrification doit commencer dans l'Est, où le trafic est moins important, afin de ne pas entraver le transport important du grain dans l'Ouest. La Commission du blé doit reconnaître les ports de Halifax et de Saint-Jean comme des points d'exportation et leur accorder une beaucoup plus grosse part du volume des céréales.

Le CN doit commencer dès maintenant à construire un embranchement pour acheminer les sous-produits des industries pétrochimiques et du gaz naturel de l'île de Sable. Plus que toute autre région du pays, l'Atlantique a besoin des possibilités d'emploi qui découleront d'un programme d'électrification des voies en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. L'essor économique de notre région ne doit pas être sacrifié à la prospérité de l'Ouest déclinant. Il nous faut, et en fait nous l'exigeons, une juste part des possibilités qu'offrent les progrès technologiques, comme l'électrification des lignes ferroviaires. Il ne faut pas oublier la région de l'Atlantique. Investissons dès maintenant dans l'avenir économique de l'Atlantique. Attendre un revirement de notre économie serait une grosse erreur de gestion.

● (1120)

Pour terminer, je dirais que nous devons nous mettre au travail sans tarder. Donnons du travail à nos chômeurs dans le cadre d'un programme d'emploi qui sera vraiment utile et rapportera des avantages à long terme à tout le pays. Si nous suivons cette voie, nous n'avons rien à perdre mais au contraire tout à gagner, d'un bout à l'autre du pays.

L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur le Président, nous avons remarqué que depuis quelques jours, voire même des semaines et des mois, le gouvernement ne répond jamais clairement aux questions qui lui sont posées à la Chambre. Et par-dessus le marché, la plupart du temps il n'y répond pas du tout.

M. Blenkarn: Ou par des mensonges.

Mlle MacDonald: Il s'agit là d'un des problèmes les plus sérieux qui se posent dans notre système parlementaire. Ou bien les ministres nous sortent des inepties qui n'ont rien à voir avec le sujet ou bien ils refusent de fournir des renseignements précis. Ils essaient constamment de noyer le poisson, de nous lancer sur de fausses pistes et d'esquiver les questions. Nous en avons vu une foule d'exemples depuis deux semaines.

La mesure à l'étude, le projet de loi C-143, tendant à accorder un pouvoir d'emprunt supplémentaire, ne fait pas exception à la règle. Le gouvernement refuse de s'expliquer, alors qu'il s'agit d'une question absolument essentielle, la plus fondamentale qui soit, à savoir ce qu'il fera de l'argent qu'il veut emprunter.

Il y a quelques mois à peine, l'ancien ministre des Finances a bien fait comprendre qu'il ne demanderait pas d'autre pouvoir d'emprunt avant d'avoir présenté son budget à la Chambre, avant de nous avoir exposé en détail comment il comptait recueillir de l'argent et le dépenser. C'est ce qu'il déclarait il y a quelques mois à peine. Le gouvernement libéral revient sur sa parole une fois de plus, ce qui n'a rien d'étonnant. C'est

toujours la même chose. Mais cette fois, il dépasse la mesure. Il y met vraiment le paquet. Ce gouvernement, qui n'a pas le moindre sens de l'honneur, pas la moindre honnêteté, pas le moindre courage, a encore omis de présenter un budget qui aurait au moins tenté de réparer le gâchis financier dans lequel il a plongé notre pays, notre économie.

Nous nous retrouvons donc avec ce projet de loi C-143 par lequel le gouvernement demande à la Chambre l'autorisation d'emprunter la somme impressionnante de 19 milliards. Néanmoins, il n'a pas fait d'exposé budgétaire, comme promis. Il a déposé le budget des dépenses l'autre jour, mais sans nous préciser comment seront dépensés les 5 milliards demandés pour l'exercice financier en cours ni les 14 milliards qu'il nous demande pour l'année financière 1983-1984. Il ne nous a même pas fourni de prévisions expliquant ces hausses de dépenses.

C'est presque invraisemblable, mais le ministre des Finances (M. Lalonde) nous annonce un déficit de plus en plus important chaque fois qu'il nous parle de la situation financière du pays. D'autre part, le gouvernement a besoin de plus en plus d'argent. Or nous sommes au bord du gouffre et le gouvernement fait preuve de l'incurie la plus totale.

● (1125)

Pas plus tard qu'en octobre, le ministre des Finances annonçait que le déficit fédéral s'élevait à 23.6 milliards, ce qui n'a pas manqué de sidérer et même d'horrorifier les citoyens. La semaine dernière, il est venu nous dire que le déficit atteignait 27.2 milliards pour l'exercice financier se terminant en mars 1983. En moins de quatre mois, le déficit s'était accru de 3.6 milliards, soit près de 4 milliards, ou si vous voulez, de un milliard par mois. Ses tergiversations ont coûté extrêmement cher sur le plan financier et humain, car nous avons un million et demi de chômeurs. Le produit national brut a diminué de 5 p. 100 l'année dernière. Par contre, le nombre de faillites, tant en ce qui concerne la petite entreprise que l'agriculture et les faillites personnelles, a augmenté de 33 p. 100. Les taux d'intérêt élevés ont paralysé les entreprises et les particuliers. L'indécision et les attermoissements, qui sont caractéristiques du gouvernement libéral, n'aident pas les commerçants et les industriels qui exhortent le gouvernement à rétablir un climat de confiance et de stabilité dans le pays.

Les hommes d'affaires ont besoin de renseignements exacts et concrets qui leur faciliteraient la lutte, que ce soit pour agrandir leurs entreprises ou simplement pour survivre. Au lieu de cela, l'instabilité économique et l'incertitude ont cours et même empirent. Nous en avons sous les yeux le plus bel exemple.

C'est la première fois de toute notre histoire qu'un gouvernement demande un pouvoir d'emprunt aussi vaste que celui dont fait état le projet de loi C-143. Le gouvernement veut emprunter 19 milliards de dollars, mais il refuse de nous dire pourquoi. Le budget des dépenses de 1983-1984, déposé la semaine passée, révèle que le gouvernement fédéral dépensera plus que jamais auparavant, 88.9 milliards, mais les dépenses atteindront vraisemblablement 100 milliards, une fois que tous les budgets supplémentaires de dépenses auront été présentés.